

dirigée contre les guerrilleros et la forte population indienne du pays. Ces violations ont amené le Canada à mettre un terme à son programme d'aide publique au développement. Nous trouvons encourageant le fait que les violations des droits de la personne à motif politique ont diminué depuis un an. L'accession au pouvoir d'un nouveau président civil après des élections relativement honnêtes permet d'espérer, même s'il n'est pas encore certain que le gouvernement du président Cerezo est en mesure de contrôler l'armée. Nous trouvons réconfortant que le gouvernement du Guatemala se soit engagé à respecter les droits de la personne et ait dit souhaiter l'instauration de la paix dans la région. Par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales, le Canada doit chercher à soutenir des mesures conçues pour aider les gens les plus pauvres du Guatemala et pour favoriser une réforme sociale et économique. Par ailleurs, des programmes coopératifs canadiens portant sur les droits de la personne et le développement démocratique pourraient être utiles au Guatemala.

Le *Salvador*, avec lequel le Guatemala partage sa frontière sud, continue à subir les ravages d'une guerre civile qui dure depuis cinq ans et qui a entraîné de nombreuses violations des droits de la personne et a eu des conséquences économiques désastreuses. Il ne fait aucun doute que les droits de la personne ont été bafoués par les deux parties engagées dans cette guerre civile, même si *Amnesty International* continue à signaler que la vaste majorité des violations sont commises par les escadrons de la mort et les forces de sécurité de la droite, qui détient actuellement le pouvoir. Le nombre de meurtres à caractère politique a sensiblement baissé depuis deux ans, bien que les organisations vouées à la défense des droits de la personne au Salvador continuent à signaler chaque mois de quatre à six assassinats par les escadrons de la mort.

L'élection d'un président civil, Napoleon Duarte, en 1984, a été considérée à l'époque comme un progrès sensible vers la réconciliation politique. Malheureusement, le gouvernement de M. Duarte ne semble pas vraiment en mesure de mettre fin aux violations des droits de la personne et de promouvoir la réforme socio-économique. Nous trouvons cependant encourageant le fait que le gouvernement ait récemment offert de reprendre les négociations avec les forces révolutionnaires et que celles-ci aient accepté l'offre du gouvernement. Dans ce contexte, le Canada doit s'efforcer d'encourager le dialogue et veiller à ce que son programme d'aide soit axé sur le secours aux réfugiés ainsi que sur l'aide aux indigents, tant dans les villes que dans les campagnes. Pour cela, le mieux est de faire appel à des organisations non gouvernementales canadiennes et salvadoriennes dont l'expérience, l'intégrité et l'indépendance sont reconnues et qui assurent une aide humanitaire et d'autres formes d'aide en fonction des besoins et non pas de considérations politiques.

Le *Honduras*, tout comme le Salvador et le Guatemala, montre bien l'individualité qui caractérise les pays d'Amérique centrale. Bien qu'il soit le plus pauvre parmi les pays de la région, les violations des droits de la personne n'y ont pas été aussi atroces que chez ses voisins. Les principaux problèmes auxquels se heurte le Honduras sont la pauvreté croissante d'un grand nombre de ses habitants et les dangers liés à l'utilisation de son territoire comme base pour les opérations militaires contre le Nicaragua, dirigées par les États-Unis. Il est encourageant de voir que le gouvernement civil du Honduras semble de moins en moins disposé à laisser les *contras* poursuivre leurs activités à partir de son territoire et qu'il cherche à renouer le dialogue avec son voisin au sud, le Nicaragua. Le rôle du Canada doit être d'empêcher qu'une partie de l'aide considérable qu'il accorde à des fins de développement ne contribue à la militarisation du pays et aussi d'encourager le dialogue entre le Honduras et le Nicaragua.

Le *Nicaragua* est au coeur des tempêtes qui ravagent l'Amérique centrale depuis dix ans. La révolution de 1979 s'est soldée par le renversement d'une dynastie politique